

Aulnay, le 22 mars 2012

LE PARISIEN
Madame Gwenaël BOURDON
25 avenue Michelet
93400 SAINT OUEN

Madame,

Dans votre article paru ce matin dans les pages Seine-Saint-Denis du Parisien, intitulé « Nouvelle crise à la maison de l'emploi », vous me prêtez des propos que je n'ai pas tenu. En effet, je n'ai jamais porté d'appréciation, de quelque nature que ce soit, sur les graves allégations contenues dans le tract émanant du syndicat SUD-Territoriaux, et je déments par conséquent formellement les avoir qualifiées de « mensongères ».

Comme je l'ai précisé dans un communiqué en date du 13 mars dernier, et comme je l'ai répété explicitement par trois fois lors de notre entretien, j'ai demandé que toute la lumière soit faite sur ces assertions en déposant plainte auprès de la Justice.

Parallèlement, j'ai demandé à une commission de travail, chargée notamment d'auditionner l'ensemble des salariés, d'établir des préconisations.

Enfin, je viens de saisir la Chambre régionale des comptes afin qu'elle apporte son expertise sur la situation financière de la MEIFE.

Merci de bien vouloir intégrer un rectificatif dans votre prochaine édition.

Je vous prie de croire, Madame, en l'expression de ma parfaite considération.

Le Président,



G. SEGURA